Monsieur le président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris, France

Montpellier, le 12 août 2025

Monsieur le Président de la République,

Vous avez annoncé que la France reconnaîtrait l'État de Palestine en septembre prochain lors de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette annonce est la bienvenue.

Depuis votre annonce, d'autres pays du G7 ont indiqué que cette reconnaissance leur semblait d'actualité et qu'ils pourraient s'y joindre lors de l'Assemblée générale de l'ONU. Ces reconnaissances, qui à ce stade ne paraissent pas de nature à arrêter la politique du gouvernement de l'État d'Israël, viendraient cependant traduire l'appui de l'écrasante majorité de la communauté internationale à l'existence de deux États, vivant côte à côte en sécurité.

Alors que le gouvernement israélien a pris la responsabilité de créer une famine à Gaza et de priver ses habitants d'accès aux soins, alors que la colonisation de la Cisjordanie occupée s'intensifie, son annexion étant désormais demandée par la Knesset avec le soutien du gouvernement israélien, se pose la question des actions à mener dans l'urgence pour répondre aux violations majeures des droits humains et du droit international, commises au vu et su de toutes et tous. Vous avez la responsabilité des décisions que la France se doit de prendre pour que cela s'arrête.

Des mesures précises ont déjà été demandées par un nombre considérable d'organisations de la société civile en France et en Europe. Certaines dépendent de l'Union européenne, d'autres directement de la France.

A ce titre, la suspension de relations économiques, de coopérations ou d'un contrat d'association relève avant tout du cadre européen. Décider cela est d'autant plus légitime que de telles mesures s'appuient sur le droit international et les dispositions des traités signés.

La résolution du 18 septembre 2024 de l'Assemblée générale des Nations-Unies, se fondant sur l'avis consultatif de la CIJ de juillet 2024, réaffirme les obligations des États, notamment qu'ils ne peuvent pas entretenir de relations économiques ou commerciales avec les colonies illégales israéliennes. De ce fait, l'ensemble des États membres de l'Union européenne doivent bloquer tout produit et tout service incorporant des composants venant des colonies. La France doit le faire pour ce qui relève de son territoire.

Le rapport présenté fin juin par la Commission européenne aux États membres établit sans l'ombre d'un doute qu'Israël contrevient aux dispositions de l'article 2 de l'accord d'association relatif au respect des droits humains. L'accord doit être suspendu sans délai. Le blocage de cette décision par certains États membres et les propositions de suspension très partielles qu'avance la Commission pour y répondre sont un blanc-seing aux autorités de l'État d'Israël et contreviennent à nos obligations juridiques.

Dans le contexte d'absence de mesures immédiates de l'UE, il y a encore plus d'urgence à agir au niveau national de manière exemplaire et déterminée afin de peser sur les blocages européens.

De ce point de vue, Nous attendons la suspension de toutes les livraisons et transferts de matériels et composants militaires par la France à Israël, conformément aux exigences de la CIJ et du traité sur le commerce des armes. Nous attendons aussi l'engagement clair de la France à mettre en œuvre les mandats d'arrêt délivrés par la Cour pénale internationale sur son territoire.

Monsieur le Président, vous portez la responsabilité des actes comme de l'absence d'actes de la France. La diplomatie à poursuivre et les sanctions à prendre sont indispensables, mais ne peuvent pas suffire face aux conséquences humanitaires immédiates de la politique mise en œuvre par les autorités d'Israël à Gaza. Les largages par avion, aussi médiatiques soient-ils, ne répondent pas aux besoins et ne correspondent pas à l'urgence.

Nous attendons une action susceptible d'arrêter la famine imposée et le respect par Israël de l'intervention de l'ONU (UNRWA) qui peut enrayer la dynamique génocidaire et le respect du droit international qui impose l'ouverture de corridors humanitaires permettant de ravitailler les populations. En l'absence d'arrivée immédiate de la nourriture aux Gazaouis, nous en appelons à ce que, avec la communauté internationale, vous engagiez les moyens de la France pour rompre le blocus.

Monsieur le Président, ne pas le faire vous ferait porter une responsabilité devant l'Histoire, comme à l'ensemble des autorités qui ont les moyens d'agir.

En tant que citoyennes et citoyens, nous ne pouvons pas nous résigner face à cette situation insoutenable et nous ne pouvons pas accepter de rester les témoins muets des atrocités commises, sans action concrète de notre pays ou de l'Union européenne. Ne serait-ce que par humanité, nous vous adjurons d'intervenir pour répondre à cette urgence humanitaire et dans le sens d'une paix juste et durable.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Groupe d'action France Insoumise du Pic Saint Loup